

Bulletin Communiste

ORGANE DU PARTI COMMUNISTE (S. F. I. C.)

120, Rue Lafayette, Paris

Hebdomadaire

Le Numéro : 50 centimes



Clara ZETKIN

A la suite du IV^e Congrès mondial, le Comité Directeur du Parti Communiste a nommé le camarade Boris Souvarine, directeur du Bulletin Communiste.

En l'absence de Souvarine, retenu à Moscou par ses fonctions de membre de l'Exécutif, la direction sera assurée par le camarade Amédée Dunois à titre de directeur suppléant.

L'Internationale a décidé

Moscou, 8 décembre.

DANS le dernier article que nous avons publié à cette même place : *Que l'Internationale décide* (B. C., n° 43), nous annoncions notre résolution de suspendre la publication du B. C. (le vrai, celui que le Comité de la 3^e Internationale avait fondé) et de remettre son sort à l'Internationale, à son 4^e Congrès.

Nous ne pouvions accepter qu'une publication dont les titres révolutionnaires ne sont pas contestables parmi des communistes soit confiée à un rédacteur assidu de journaux bourgeois. Nous ne pouvions accepter davantage que cette publication devienne l'instrument d'une politique dont le protagoniste principal disait franchement, au Congrès de Paris, qu'elle consiste à « gagner du temps », — temps gagné par le Centre, temps perdu pour le communisme, disait Trotsky au Congrès Mondial.

Que l'Internationale décide : tel était notre dernier mot dans les discussions du Congrès de Paris et d'après le Congrès, à la veille de notre départ pour Moscou, pour le 4^e Congrès Mondial. Tel était aussi la formule, le *leit-motiv* de l'immense majorité du Parti, attachée à l'Internationale, confiante en elle, sûre de sa clairvoyance, de sa sagesse, de son autorité.

L'Internationale a décidé. Elle ne décevra pas l'attente de sa section française. Elle a trouvé les solutions qui écartent le spectre de la scission, qui donneront à la nouvelle Direction du Parti le maximum d'influence, qui épureront notre organisation et surtout ses cadres, qui fait rentrer le Parti français dans la voie du communisme.

Tous ces militants qui ont voté des résolutions appelant l'intervention de l'Internationale et traduisant la volonté de la masse du Parti de faire siennes les décisions du 4^e Congrès, ces milliers de camarades sincères comprendront à merveille le sens des résolutions rapportées en France par la délégation du

Parti, pourvu que ces résolutions soient loyalement expliquées et commentées. Les délégués des diverses tendances ont pris l'engagement d'appliquer fidèlement les résolutions : le salut du Parti est dans cette réalisation probe de la volonté de l'Internationale.

La réponse de l'Internationale n'est pas douteuse, disait l'*Appel au Parti* publié par le Comité directeur du Centre au lendemain du Congrès de Paris. C'était aussi notre avis. Et la réponse est devant nous, telle que nous l'attendions.

Pour ce qui est du *Bulletin Communiste*, la seule question que nous commentions dans ce premier article, l'Internationale a décidé que la direction en revient à la Gauche qui l'a fondé et rédigé depuis sans démériter, — au contraire. Elle a décidé encore que des membres du Parti ne devraient plus collaborer à la presse bourgeoise et que ceux qui l'ont fait jusqu'à présent devaient être tenus à l'écart de tout poste de direction, pour un laps de temps donné. Les représentants du Centre ont souscrit à ces décisions.

Nous n'en demandions pas davantage. Mieux : nous n'en demandions pas tant.

Boris SOUVARINE.

A NOS AMIS

Conformément aux décisions du 4^e Congrès Mondial, la Gauche reprend la direction du BULLETIN COMMUNISTE.

LES CAHIERS COMMUNISTES, n'ayant plus de raison d'être, cessent par conséquent de paraître.

Les abonnements souscrits pour les CAHIERS sont reportés sur le BULLETIN.

Si l'abonné des CAHIERS est déjà abonné au BULLETIN, son abonnement aux CAHIERS est reporté à la suite de son abonnement au BULLETIN.

Espérons qu'à l'avenir, le besoin des CAHIERS, ne se fera plus jamais sentir.

Les six numéros des CAHIERS COMMUNISTES constituent, sur la crise que vient de traverser le Parti, un élément de documentation unique.

Nous en mettrons en vente la collection au prix de trois francs.

La Gauche avait raison

Moscou, 8 décembre.

Les résolutions politiques du Congrès de Paris ont donné raison à la Gauche en tous points.

Celles du Congrès mondial aussi.

Le Parti français, longtemps désorienté, sait maintenant qu'une de ses fractions a, dès l'origine, discerné les véritables raisons de son affaiblissement, de son inaction, de sa crise, et préconisé les moyens efficaces de le sauver.

Seule, la Gauche a vu clair quand tout paraissait trouble aux dirigeants du Parti. Seule, elle a su analyser la crise, découvrir les causes, combattre les conséquences, préconiser les solutions, tandis que la fraction dirigeante se tirait d'affaire à force d'explications superficielles et de considérations démagogiques.

Seule, la Gauche a remonté les mauvais courants que nos dirigeants suivaient. Seule, elle a combattu les survivances du passé social-démocrate, les habitudes parlementaires, les mœurs politiciennes, la camaraderie vulgaire, les habiletés médiocres, les complaisances coupables, le culte du « moi », le goût du mélodrame, la rhétorique creuse, la passivité, le fatalisme, les déviations de toute espèce, le nationalisme, le fédéralisme, le localisme, l'individualisme, le provincialisme comme le parisianisme, le faux paysan du Danube comme le vrai boulevardier, le pacifisme, l'anarchisme, le pseudo-syndicalisme, le simili-radicalisme, sans compter le réformisme et l'opportunisme...

Seule, la Gauche a heurté de front la démagogie, fait face aux ennemis de l'intérieur, attaqué les petits-bourgeois grimés en communistes, les brouillons et les plaisantins qui traitaient le Parti en pays conquis. Seule, elle a bravé l'impopularité, attiré sur elle les colères et les haines, parce que l'intérêt du Parti l'exigeait.

Seule, la Gauche a défendu la centralisation du Parti, la direction homogène, la discipline, l'internationalisme prolétarien. Seule, elle a voulu faire du Parti une véritable organisation de combat, l'épurer, l'encadrer, la diriger, la mêler aux luttes économiques des ouvriers. Seule, elle a préconisé le maximum

de pouvoirs à la Direction du Parti, avec le maximum de responsabilités et le maximum de sanctions aux défaillants. Seule, elle a compris et propagé l'idée du front unique du prolétariat, lancée par l'Internationale, combattue par les dirigeants du Parti et des Syndicats révolutionnaires, repoussée par les dirigeants du Parti et des Syndicats réformistes, triomphante aujourd'hui dans l'avant-garde ouvrière, à la veille de triompher dans la classe ouvrière tout entière.

Seule, la Gauche, en un mot, a lutté pour le vrai communisme révolutionnaire.

Il est passé le temps où des membres du Parti posaient bruyamment la question : « *Qu'est-ce que le vrai communisme ?* » où ces esprits confus déniaient à quiconque le droit de se considérer meilleurs communistes qu'eux. Le communisme n'est pas une vague aspiration, une conception abstraite dont chacun peut forger sa variante. La Révolution russe et la lutte révolutionnaire du prolétariat dans tous les pays ont donné au communisme militant un contenu très concret.

Le vrai communisme, c'est celui qui est fait de la somme des connaissances et des expériences acquises par les divers mouvements ouvriers révolutionnaires dans leurs recherches, dans leurs tentatives, dans leurs combats, dans leurs défaites comme dans leurs victoires. Cette somme, c'est la doctrine et la tactique de l'Internationale Communiste.

Le vrai communisme, c'est celui de la 3^e Internationale. Si nous ne le croyions pas, nous n'appartiendrions pas à cette Internationale. S'il se trouve encore parmi nous des hommes qui en doutent, ils n'ont rien à faire dans notre Parti, dans notre Internationale.

Le vrai communisme, c'est celui de la 3^e Internationale Communiste. Le Parti français en a pleine conscience, qui a crié au moment le plus critique de son existence : *Que l'Internationale fasse entendre sa voix !*

L'Internationale a parlé, et tout ce qu'il y a de sain, de sérieux, de révolutionnaire dans notre Parti fera son profit de ses paroles.

L'Internationale donne raison à la Gauche et, en même temps, lui adresse une critique :

celle d'avoir renoncé pour ses membres responsables aux postes rétribués qu'ils tenaient de la confiance du Parti.

La Gauche accepte très volontiers les critiques de l'Internationale, qui n'ont d'ailleurs absolument rien de commun avec les critiques venant des Centristes ou des Droitiers, et qui ne concernent que des aspects secondaires de son activité. Toutes les sections de l'Internationale ont été franchement critiquées, au cours du Congrès : la Gauche française a reçu sa petite part, dont elle tirera profit. Nos assemblées mondiales ne sont pas destinées à de réciproques congratulations, à des échanges de signatures sur des albums, mais précisément à une saine critique du travail passé, stimulant du travail à venir.

La Gauche n'est pas parfaite : elle le sait, et elle se critique elle-même, comme il convient à un mouvement guidé par l'esprit marxiste. Si elle n'avait pas les défauts qu'elle a, elle serait depuis longtemps la grande majorité du Parti.

Telle qu'elle est, elle représente par excellence la tendance communiste en France. Voilà ce que le 4^e Congrès mondial a tenu à dire, en des termes qu'il faut reproduire ici :

« Le Congrès estime nécessaire d'établir que, quelles qu'aient pu être les erreurs particulières de la Gauche, elle s'est efforcée essentiellement, pendant comme avant le Congrès de Paris, de réaliser la politique de l'Internationale Communiste et que, dans les principaux problèmes du mouvement révolutionnaire, dans la question du front unique et dans la question syndicale, elle a occupé, en face du Centre et du groupe Renault, la position juste ».

Tout en nous donnant ainsi l'appui de sa haute autorité politique, l'Internationale nous a adressé des critiques amicales à propos de nos démissions et des cinquantes répliques publiées par nous au lendemain du Congrès de Paris à l'adresse des meneurs de ce Congrès, si durement mais justement qualifié par tous les communistes. L'Internationale estime que nous devons rester à nos postes, en attendant qu'on nous en chasse, *pour mieux combattre le centrisme*. Ce n'est pas tout à fait l'opinion du Centre.

Nous avons dit qu'à notre sens, cette lutte pouvait mieux être menée en dehors que dans la rédaction de notre journal ; qu'il nous était impossible de rester dans des fonctions d'exécution, alors que les organes dirigeants étaient composés de Centristes et de Droitiers,

c'est-à-dire de servir une politique réprouvée par nous comme par l'Internationale tout entière ; qu'il nous répugnait d'accepter une rétribution quelconque du Parti, tant que des dirigeants responsables de ce même Parti auraient assez peu le respect d'eux-mêmes pour nous la reprocher ; enfin, que le Comité directeur ayant accepté nos démissions, on ne saurait leur donner un caractère d'indiscipline.

Nous avons justifié notre offensive du lendemain du Congrès de Paris en montrant la nécessité d'une réaction énergique contre les procédés et les hommes qui avaient fait du Congrès ce qu'il a été, et qui n'avaient reculé devant aucun moyen pour discréditer la fraction vraiment communiste, pour s'assurer une fausse majorité relative et mettre le Parti devant les pires éventualités. Nous avons souligné le fait que nos sévérités n'étaient essentiellement que l'usage de propos de nos adversaires qui n'avaient qu'à s'abstenir de les tenir pour éviter de les voir publier.

L'Internationale a considéré que la déclaration de la Gauche relative à ces incidents (publiée ailleurs) y mettait fin. Ses résolutions sont muettes à cet égard, ce qui indique bien sa volonté de ne pas laisser se détourner l'attention du Parti des questions essentielles.

**

Ces questions essentielles sont, d'après l'Internationale, celles où la Gauche a occupé, en face du Centre et du groupe Renault, la position juste.

Qu'il s'agisse de l'organisation du Parti, de sa discipline, de ses méthodes de travail, de son rôle dans les syndicats, de son attitude dans l'Internationale, de sa tactique, c'est la Gauche qui a occupé la position juste, et le Centre qui s'est trompé.

Les résolutions du Congrès de Paris, dont chaque ligne est un désaveu de la politique du Centre et une approbation de la politique de la Gauche, l'avaient déjà constaté. Mais il est bon que le 4^e Congrès mondial l'ait confirmé, afin que les progrès du Parti ne soient plus remis en question.

Il est nécessaire que le Congrès mondial dise que notre crise est due avant tout à une résistance directe et parfois exceptionnellement opiniâtre des éléments non communistes qui sont encore très forts dans les sommets du Parti et particulièrement dans la fraction du Centre qui, depuis Tours, a eu pour la plus grande part la direction du Parti.

Et que : *La cause fondamentale de la crise aiguë que traverse actuellement le Parti se trouve dans la politique d'attente, indécise et hésitante des éléments dirigeants du Centre qui, devant les exigences urgentes de l'organisation du Parti, essayent de gagner du temps, couvrant ainsi une politique de sabotage direct dans les questions syndicales, du front unique, de l'organisation du Parti et autres. Le temps ainsi gagné par les éléments dirigeants du Centre a été perdu pour le progrès révolutionnaire du prolétariat français.*

Une appréciation aussi nette, exclut pour le Parti français — qui a fait appel à l'opinion de l'Internationale — toute possibilité de retourner aux errements passés. Les diverses tendances représentées à Moscou ont pris l'engagement public et catégorique d'appliquer les résolutions votées, de donner vie aux décisions, de collaborer sans arrière-pensée à la politique de l'Internationale que la Gauche a été seule à suivre jusqu'à présent.

La Gauche, qui n'a qu'à persévérer dans sa voie, en redoublant d'activité, d'énergie et de dévouement, ne désire pas le monopole de la fidélité à l'Internationale, de l'analyse clairvoyante de la situation, des méthodes justes de travail et d'action. La Gauche n'existe pas pour exister. Elle n'est pas un cercle fermé. Elle n'aspire qu'à disparaître en gagnant l'ensemble du Parti à ses idées. Elle fusionnera avec tout courant qui suivra la même direction. Ses limites sont destinées à s'étendre jusqu'à se confondre avec celles du Parti. Sa disparition comme fraction signifiera la victoire de ses conceptions.

La Gauche ne prétend pas avoir fait des merveilles. Et l'Internationale n'attend pas de notre Parti des tours de force. Mais elle exige avec raison du Parti entier ce que, seule, la Gauche a montré jusqu'ici : la conviction, la compréhension, la bonne volonté et la volonté. Ce sont là des conditions indispensables à une application rationnelle des méthodes d'action de l'Internationale.

Il est impossible de faire fructueusement une politique à contre-cœur, sans confiance, ou sous la hantise du doute. Employer machinalement une tactique, c'est, qu'on soit sincère ou non, la saboter. La discipline mécanique ne peut donner que des résultats contraires aux fins poursuivies. Notre discipline communiste doit être intelligente, raisonnée et convaincue. Ceux qui n'ont pas foi dans l'Internationale, qui ne partagent pas son point de

vue sur la crise du Parti et les moyens de la résoudre ne seront jamais capables d'appliquer ses décisions : leur devoir de révolutionnaires égarés leur commande de s'effacer devant les seuls hommes qualifiés, ceux qui croient en la valeur des décisions.

Ces vérités étaient apparues clairement lorsque, pour la première fois le Centre s'était résigné à suivre les prescriptions de l'Internationale : à propos des exclusions de militants qui se moquaient exagérément du communisme. Le Centre s'imaginait qu'en prononçant les exclusions, il faisait preuve de discipline internationale. Il se trompait lourdement. Ses exclusions machinales n'ont pas donné les résultats attendus, les résultats qu'auraient donnés des exclusions faites *dans l'esprit* de l'Internationale. Le Centre ne croyait pas à la valeur des exclusions comme nécessités vitales du Parti, comme leçons, comme exemples, comme preuves que le Parti ne badine pas avec les politiciens, les saboteurs ou les intrus. Il ne comprenait pas qu'une exclusion faite avec éclat, entourée de commentaires vigoureux, est une démonstration de force du Parti. Il a exclu comme avec honte, comme dans l'impossibilité de faire autrement, sans oser afficher en évidence ses décisions, sans les éclairer ou en balbutiant de pauvres explications. Ce n'est pas cela, mais pas cela du tout, que voulait l'Internationale.

Or, le Centre, qui croit naïvement faire figure de tendance communiste en suivant mécaniquement les instructions de l'Internationale, vient de donner une nouvelle démonstration lumineuse de son incapacité de réaliser la tactique communiste : sa première tentative de front unique. Il a offert un saisissant exemple de la façon dont il ne faut pas faire le front unique. Il a montré que l'idée fondamentale de l'Internationale lui était restée étrangère, et qu'en se ralliant à la tactique du front unique, il gardait la conception qu'il en avait alors, qu'il y était opposé. Il a fait un geste machinal, et non un acte vivant. Cette invitation en dix lignes aux organisations ouvrières (la même pour toutes), sans préparation du Parti lui-même, ni de ses cadres, ni de ses effectifs, sans préparation des milieux ouvriers sympathiques, sans propagande retentissante, sans appels, ce mot d'ordre qui ne pouvait rassembler de grandes masses, cette polémique indigente avec le *Populaire*, cette absence d'une campagne systématique d'agitation pendant les pourparlers, ces pourparlers sans vigueur coïncidant avec l'invasion des

colonnes de l'*Humanité* par la prose d'écrivains bourgeois et de politiciens radicaux — est-ce que tout cela a quelque chose de commun avec la tactique de l'Internationale ?

Puisse le Centre comprendre à temps qu'il frappera de stérilité ce qu'il touche, s'il continue ainsi à *mimer* la politique de l'Internationale. La preuve est faite de la véracité de nos avertissements antérieurs : on ne fait pas utilement une politique sans en être profondément partisan. Et la conclusion qui découle de ces faits — qu'il faudra étudier à fond plus à loisir — c'est encore et toujours celle de l'Internationale : *Les éléments véritablement révolutionnaires et prolétariens, qui sont indubitablement en majorité dans le Centre, doivent s'unir avec la Gauche dans un travail commun.*

Faire la politique de la Gauche sans la Gauche est une gageure. Il faut que le Centre en convienne, devant l'évidence. Et si nous lui disons « ses vérités » sans cérémonie, c'est parce que nous sommes toujours prêts — nous l'avons prouvé par nos actes — à collaborer sans esprit de préséance avec les camarades qui reviennent sincèrement de leurs erreurs et de leurs préjugés.

La tâche du Parti français est immense, et ses forces réduites. Il y a du travail pour tous ceux qui veulent s'y dévouer, et s'en montreront capables.

*
*
*

Le devoir le plus pressant des quatre tendances dont les porte-paroles ont pris à Moscou l'engagement d'appliquer les décisions de l'Internationale, leur tâche préalable à toute autre, est d'exposer devant la masse du Parti les travaux du 4^e Congrès, d'expliquer les résolutions prises, de les commenter en les défendant. Notre Parti ne peut se borner à discuter ses problèmes intérieurs. Il doit suivre toutes les grandes questions débattues par le Congrès mondial : la tactique de l'Internationale, le programme théorique et le programme d'action, la situation mondiale et le rôle de la Révolution russe, la fusion des deux Partis italiens, etc.

Naturellement, il est inévitable que, cette année encore, notre Parti concentre son attention sur ses questions intérieures, desquelles dépend son existence. Mais il ne doit pas oublier qu'il n'est qu'une section de l'Internationale. La Gauche le lui rappellera autant

qu'il le faudra, et elle espère ne pas être seule à faire son devoir. Elle espère que les autres tendances ne lui laisseront pas, comme l'an dernier, le privilège de travailler et de combattre seule pour que le Parti tienne ses engagements et fasse figure de Parti communiste.

L'Internationale a pris toute une série de résolutions sur le Parti français : il faudra que celui-ci les applique, et pour cela, d'abord, qu'il les comprenne et les approuve. Nous les commentons ici dans ce but. Si toute la délégation française au 4^e Congrès tient ses promesses et fait son devoir, la question sera résolue vite et au mieux des intérêts du Parti.

Ces résolutions, présentées par le camarade Trotsky au nom de la Commission des affaires françaises, qui comptait les délégués les plus qualifiés, les plus autorisés et les plus influents, votées à l'unanimité par le Congrès, confirment sur toute la ligne les opinions de la Gauche. Que cela plaise ou non, il en est ainsi, et sans la reconnaissance loyale de ce fait, il y aurait peu d'espoir d'une disparition prochaine des fractions.

De plus, l'Internationale a adopté un *Programme de travail et d'action* pour le Parti français, programme présenté par la Gauche. Ainsi, la résolution fondamentale de Tours, les résolutions du Congrès de Paris, le *Programme d'action*, c'est-à-dire les documents qui font loi pour le Parti français, sont l'œuvre de la Gauche.

L'Internationale a rendu justice à la Gauche, comme la moitié du Parti l'avait déjà fait, comme la grande majorité le fera demain. *La Gauche avait raison*, telle est la vérité qui s'impose à tous les révolutionnaires qui suivent le développement de notre Parti en dehors de tout esprit de clan. Nous avons enregistré avec fierté, devant le Congrès mondial, l'approbation de nos camarades de tous les Partis frères et de nos maîtres du Parti russe. Et maintenant, ce n'est plus de cela qu'il s'agit. Ce que nous avons fait n'est rien à côté de ce qui nous reste à faire. Nous allons nous mettre à l'ouvrage pour que participe un Parti Communiste français présentable au 5^e Congrès mondial.

Boris SOUVARINE.

◆◆◆

Nous prions nos camarades d'excuser les imperfections de ce numéro qu'il nous a fallu élaborer en peu de temps. Le prochain numéro contiendra en supplément la table des matières de notre Bulletin pour l'année 1922.

VERS UN PARTI COMMUNISTE

Les décisions prises par le 4^e Congrès mondial de l'Internationale Communiste ont été communiquées aux membres de nos fédérations. Il est d'ores et déjà permis d'affirmer, ce dont aucun communiste ne pouvait douter, que l'immense majorité des adhérents de notre Parti proclamera à nouveau, et de la façon la plus nette, son profond attachement à l'Internationale.

Le prochain Conseil National sera pour nos militants l'occasion d'une nouvelle et consciente adhésion à la 3^e Internationale. Les récentes assemblées de la Fédération de la Seine, le vote émis dimanche dernier par nos camarades de la Fédération du Pas-de-Calais, toutes les nouvelles reçues de province ne laissent aucun doute à ce sujet. Le Conseil National du 21 janvier ratifiera à la quasi-unanimité les résolutions adoptées par le Congrès mondial.

Il s'est, néanmoins, trouvé quelques individualités pour s'insurger contre les décisions prises à l'unanimité par les représentants qualifiés des Partis Communistes du monde entier. Il s'est trouvé quelques membres du Parti qui, appelés à faire un choix entre les momeries de la franc-maçonnerie, l'action réactionnaire de la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, le profit procuré par leur collaboration à des journaux ou revues bourgeoises et leur fidélité au Parti Communiste et à l'Internationale ont refusé de s'incliner et se sont efforcés de jeter le trouble et la confusion dans nos rangs. Une conspiration sourde s'est organisée. Elle avait comme « promoteurs » des gens dont la plupart doivent tout au Parti. Elle a lamentablement échoué et les conjurés en ont été pour leurs frais et pour leur courte honte. S'il prenait fantaisie à ces égarés de tenter à nouveau un mauvais coup, le Parti tout entier les rappellerait à la réalité. La masse des militants ne tolérera aucune tentative de scission ou de mainmise sur le Parti ou sur ses organismes.

Ceux qui pour des raisons quelconques ne peuvent accepter les décisions du 4^e Congrès doivent quitter le Parti, et nous osons espérer qu'ils auront l'honnêteté d'accomplir ce geste. Personne n'est obligé d'être communiste et les camarades qui croient, moralement ou pécuniairement, accomplir un trop lourd sacrifice en restant adhérent au Parti, ceux qui ne peuvent se plier à la discipline et ceux à qui il est impossible de vivre à moins de 2.000 francs par mois doivent prendre prestement la porte. Il n'y a pas place pour eux « chez nous ». Il convient, à ce sujet, de rappeler une fois de plus et sans commentaires, ceux-ci étant absolument superflus, le passage suivant extrait de la résolution sur la question française votée à Moscou :

« L'avant-garde communiste de la classe ouvrière a besoin naturellement d'intellectuels qui apportent à son organisation leurs connaissances théoriques, leurs dons d'agitateurs ou d'écrivains, mais à condition que ces éléments rompent absolument et sans retour avec les mœurs et coutumes du milieu bourgeois, brûlent derrière eux tous les ponts les rattachant au camp d'où ils sont sortis, ne demandent pour eux ni exception ni privilèges et se soumettent à la discipline, à l'égal des simples militants, »

L'indiscipline, les calomnies et la méfiance envers l'Internationale, le scepticisme et le dilettantisme doivent disparaître de nos rangs. C'est à cette seule condition qu'un travail utile et fécond est possible.

Reprenant une expression de Frossard, notre camarade Trotsky a déclaré à Moscou : « La grande amitié, c'est évidemment une formule excellente, mais elle ne peut exister qu'après la grande sélection ». Rien n'est plus juste. Le Parti se doit de contrôler les actes de tous ses membres, il a le devoir d'être sévère envers ceux qui ont l'honneur de le diriger. Ainsi, il deviendra un Parti révolutionnaire jouissant de la confiance et de l'estime des masses et non de la méfiance de la classe ouvrière.

L'exclusion d'un Soutif est un exemple significatif. Lozovsky se demandait, au cours du 4^e Congrès, comment un Soutif pouvait appartenir au Parti et, qui mieux est, en être le secrétaire adjoint. C'est là une question à laquelle il serait trop facile de répondre. Bornons-nous à féliciter la Fédération de la Seine d'avoir jeté dehors cet élément indésirable. Il est d'autres Soutif qui s'accrochent à notre Parti. Le devoir de tous les militants honnêtes est de les prendre à la gorge, de les démasquer et de les mettre dans l'impossibilité de nuire.

Le *Bulletin Communiste* publiera, dès qu'ils lui seront parvenus, les comptes rendus sténographiques des séances de la commission chargée d'examiner la question française, commission composée des dirigeants les plus connus et les plus estimés des Partis Communistes du monde entier.

Nos camarades pourront se rendre compte avec quelle impartialité, quel esprit communiste, quelle compréhension de notre mouvement la crise du Parti français a été analysée.

Il faut le dire, parce que cela est la vérité ; il ne s'est jamais trouvé, parmi tous les représentants des Partis frères du monde entier, un seul délégué pour défendre la politique du Centre français. Le Centre s'est senti dans un isolement qui n'avait rien de splendide. Toutes les interventions qui eurent lieu soit en « Plenum » soit à la commission se terminèrent par la condamnation absolue de la politique de cette fraction. Nous n'aurons pas la cruauté d'insister. Nous tenons seulement à souligner quelques paroles de Zinoviev. Celui-ci, après avoir constaté qu'il était vraiment miraculeux que le Parti français existât encore après de telles manœuvres, déclara au Centre : « Ce doit être la dernière fois que nous discutons ainsi. Vous allez prendre des engagements. Si vous ne les tenez pas vous devez bien comprendre qu'il vous sera impossible de vous représenter devant les camarades de l'Internationale Communiste ».

Les camarades du Centre ont, je crois, compris que cette situation intolérable ne pouvait durer plus longtemps et que le Parti français ne pouvait continuer à être la risée de l'Internationale. Ils ont accepté les résolutions. Ils se sont engagés à les défendre, à les faire triompher. Je crois que cette

fois-ci ils tiendront parole. La leçon a été trop dure pour qu'ils l'oublient.

♦♦

La Gauche a combattu la politique du Centre, qu'elle jugeait néfaste et qui a été jugée comme telle par le Congrès, avec son énergie habituelle. Nos camarades ont l'habitude de dire franchement ce qu'ils pensent. Lorsque la Gauche collabore avec une fraction elle le fait loyalement, sans arrière-pensée. Elle l'a démontré au moment du Congrès de Tours, elle l'a prouvé à nouveau lors des motions Frossard-Souvarine. Le 4^e Congrès mondial a jugé. La Gauche est prête pour la troisième fois à collaborer étroitement, fraternellement avec

tous les représentants du Centre, résolus à appliquer sans réticence les décisions prises à Moscou, décidés à être disciplinés dans cette force sans laquelle tout effort est vain : l'Internationale. Elle soutiendra avec la même ardeur qu'elle mettra à combattre les semeurs de scissions, les militants qui seront restés profondément attachés à l'Internationale Communiste. Elle est prête à collaborer avec toutes les bonnes volontés communistes. Elle a l'assurance que du prochain Conseil National sortira un Parti régénéré, épuré, capable de reprendre avec vigueur la lutte contre la bourgeoisie, un Parti digne enfin des autres Partis adhérant à l'Internationale Communiste.

René REYNAUD.

Adhésion sans retour ou Contrat renouvelé ?

En défendant les principes de la motion Renault, après avoir signé les motions Frossard-Souvarine, Cachin, avant le Congrès de Paris, nous avait inspiré les inquiétudes qui justifiaient largement notre attitude politique à l'égard de sa personne politique.

A Moscou, au contact de toute l'Internationale, Cachin a bien senti que la politique du Centre est indéfendable devant des communistes dont la plupart savent déjà ce qu'est la guerre civile et la terreur blanche. Cachin a bien senti que les hésitations et les défaillances du Centre sont inadmissibles pour des communistes qui vérifient chaque jour et la force de l'encadrement contre-révolutionnaire de l'Europe par la France capitaliste et militariste, et l'impuissance presque absolue du Parti Communiste français secoué par une crise si grave que jamais un Parti n'en a connu d'aussi grave.

Aussi sommes-nous heureux de rendre à Cachin cette justice, qu'aussitôt rentré en France, il s'est prononcé pour l'application des décisions du 4^e Congrès et a violemment combattu les criminels qui, les yeux sur le triste Soutif, rôdaient autour de l'idée de la scission, cherchant l'occasion propice au mauvais coup.

Après un silence trop long, quittant une attitude qui, pendant des jours, avait manqué de netteté, Frossard prit aussi parti ouvertement contre les scissionnistes, ruinant ainsi les espoirs de scission que de l'intérieur les ennemis de notre Parti masqués en communistes avaient cru pouvoir mettre en lui.

Pourquoi faut-il que notre joie ne soit pas sans mélange ? En dehors des décisions du Comité directeur, pourquoi Frossard, qui a une si grande responsabilité dans la crise, ne publie-t-il pas un article bien clair, effaçant l'impression pénible causée par un article précédent que le Parti tout entier ne demande qu'à oublier ?

Pourquoi Cachin, au milieu de tant d'excellentes choses, écrit-il des choses bien inquiétantes pour l'avenir, et même pour le présent ?

En parlant du Comité directeur et du Bureau politique actuels, décidés dans leur majorité à tenir les engagements signés à Moscou par les délégués du Parti français, Cachin écrit dans *l'Humanité* du 19 décembre :

Pouvons-nous espérer que cette attitude irréprochable, que ces décisions, que les actes qui s'en suivront vont désarmer les critiques vaines et arrêter les polémiques à l'intérieur du Parti ?

Désarmer les critiques vaines ! Cachin veut-il dire par là que les critiques du passé faites par la Gauche furent vaines ? Veut-il dire, comme il l'a parfois soutenu, que la crise de notre Parti est due à des polémiques personnelles et n'a presque aucun caractère politique ?

Cachin nous demande-t-il de fermer les yeux sur la pauvre manière selon laquelle le Comité directeur actuel a appliqué et applique encore le front unique pour l'amnistie et pour la défense des intérêts ouvriers ?

Cachin sait bien que l'Internationale unanime a dit en substance : « La crise française a pour cause l'existence de courants anticommunistes dans le Parti français et les hésitations parfois complaisantes du Centre vis-à-vis de ces courants anticommunistes ».

Cachin sait bien que l'Internationale unanime a défini avec une absolue clarté ces courants anticommunistes. Cachin sait bien que si l'Internationale avait voulu dresser le tableau des hésitations, des complaisances et des reniements du Centre, c'eût été chose facile. L'Internationale n'a fait qu'esquisser ce tableau. Elle ne veut pas flageller le Centre, elle veut le stimuler, le garder contre de nouvelles défaillances, transformer ses velléités communistes en volonté. Elle veut entraîner le Centre, sa masse et tout ce qu'on pourra de ses chefs dans la voie communiste. C'est aussi ce que nous voulons.

Demander à la Gauche qu'elle cesse de critiquer : Jamais ! Plus le Centre montrera de volonté communiste, plus nous le critiquerons. Seulement nos critiques perdront leur âpreté, elles se feront tou-

jours plus amicales au fur et à mesure que nous verrons le Centre disposé à se fondre avec nous dans l'Internationale.

Et quand cette fusion sera réalisée, nous critiquerons encore. Nous nous critiquerons nous-mêmes, les fautes sont la matière première de l'expérience et l'expérience est l'un des matériaux de la bonne politique communiste.

Si nous n'avions pas eu à critiquer les fautes énormes du Centre ces temps derniers, nous aurions eu le temps de critiquer nos fautes de Gauche, moins énormes, mais bien grosses cependant. Nous aurions pu rechercher pourquoi la Gauche n'a pas assez vite stimulé la direction du Parti en vue d'une action ouvrière rapide contre la grève des patrons boulangers et contre l'augmentation du prix du pain.

A de telles critiques, le Parti ne peut que gagner. Notre Parti ne deviendra l'instrument de la victoire prolétarienne, que lorsqu'il saura faire des fautes du passé, des leçons pour l'avenir.

En tout cas, Cachin ne peut parler de désarmer les critiques vaines, sans qu'aussitôt dans notre Parti encore malade, certains ne voient dans ces paroles une pointe contre les critiques de la Gauche et de l'Internationale vis-à-vis du Centre.

Notre politique de Gauche, malgré des fautes d'ordre secondaire, a été reconnue comme la seule juste et la seule réellement communiste par toute l'Internationale. Cachin doit parler assez clairement pour que personne dans le Parti ne puisse croire que la crise française était faite de vaines critiques qui doivent désarmer pour qu'il n'y ait plus de crise.

Ce n'est pas la critique qui doit cesser, ce sont les trop grosses fautes qui appellent ces critiques. L'erreur, la temporisation, doivent désarmer. Pas la critique.

Dans le *Bulletin Communiste* du 21 décembre, Cachin écrit :

A l'exception d'un seul qui a cru devoir s'abstenir, tous les camarades délégués par le Parti au 4^e Congrès de Moscou ont déclaré accepter les décisions de la 3^e Internationale. Ils ont apposé leurs signatures au bas de ce contrat renouvelé.

Paroles bien inquiétantes aussi.

Se représente-t-on le Parti français comme passant un contrat, traitant d'égal à égal avec l'ensemble de toutes les autres sections de l'Internationale ?

Contrat renouvelé ! Se représente-t-on le Parti français comme obligé, après avoir adhéré à l'Internationale Communiste, de renouveler périodiquement son contrat avec elle ?

Dans notre Parti, encore malade, ne voit-on pas le danger de telles formules ?

Ne voit-on pas que c'est prolonger le malaise, si un leader du Centre laisse entendre que périodiquement l'adhésion à la 3^e Internationale peut être révisée ? Ne voit-on pas qu'on fournit des armes à ceux qui veulent remettre sans cesse en question l'adhésion du Parti ? Ne voit-on pas que précisément le mal, c'est d'avoir toléré que les principes fondamentaux du communisme aient été sans

cesse remis en question depuis Tours ? Ne voit-on pas que c'est cela qui a empêché tout travail vraiment communiste du Parti ?

Ne voit-on pas que la section française ne saurait être une partie contractante et l'Internationale Communiste une autre ? Ne voit-on pas que la lutte prolétarienne exige, selon la formule du 4^e Congrès, que l'Internationale devienne de plus en plus un seul Parti Communiste mondial qui décide par toutes ses sections et pour toutes ses sections par le moyen de ses organismes internationaux : Congrès mondial, Comité Exécutif ou Comité Exécutif Elargi ?

Que penserions-nous d'une Fédération qui parlerait de contracter avec le Parti français et de renouveler de temps en temps son contrat avec lui ?

Pourquoi ne pas raisonner sur les rapports de la Section française et du Parti Communiste International, comme nous raisonnons sur les rapports de nos Fédérations et du Parti français.

Il faut que les chefs les plus responsables du Centre, s'ils veulent que cesse la crise, disent clairement :

1^o Que la crise du Parti fut politique et non personnelle ;

2^o Que la gauche a toujours, malgré des fautes d'ordre secondaire, représenté la position juste et la politique réellement communiste ;

3^o Qu'après le 4^e Congrès, il ne s'agit pour eux d'un contrat renouvelé entre le Parti et l'Internationale, mais d'une adhésion sans retour.

Allons, Frossard, allons, Cachin, n'y mettez pas d'amour-propre. Ne songez qu'à l'intérêt du Parti.

Au moment où nous allons contribuer à dresser le prolétariat de ce pays contre l'occupation possible de la Ruhr, et la politique annexionniste certaine de la rive gauche du Rhin, au moment où nous allons concerter notre action avec celle du Parti Communiste allemand, prononcez les paroles que le Parti attend de vous !

Vous n'en serez pas diminués, mais grandis.

Albert TREINT.

La Collection du "Bulletin Communiste"

Pendant le séjour à Moscou de nos camarades Boris Souvarine et René Reynaud, un certain nombre de collections de la première année du Bulletin Communiste a été mis en vente.

Ces collections n'étaient pas destinées au commerce, mais devaient prendre place dans les bibliothèques des Partis frères, ainsi que certains exemplaires des éditions anciennes de la Bibliothèque Communiste.

Les camarades qui avaient commandé ces collections sont donc avisés qu'il nous sera impossible de leur donner satisfaction. Nous nous excusons auprès d'eux de ce contre-temps qui n'est pas imputable à la direction actuelle du Bulletin Communiste.

FRANC-MAÇONNERIE

« Il faut que les couches dirigeantes du Parti coupent tous les ponts conduisant vers la bourgeoisie et accomplissent radicalement la rupture avec la franc-maçonnerie. Le Parti Communiste doit avoir pleine conscience de l'abîme qui sépare le prolétariat et la bourgeoisie. Mais une fraction des éléments dirigeants du Parti a jeté des ponts masqués sur cet abîme en se servant des loges des francs-maçons. La franc-maçonnerie est la plus perfide et la plus infâme des duperies du prolétariat par une bourgeoisie à allures radicales. Il faut que nous la combattions à outrance. »

Tel est l'un des passages du discours de Trotski au 4^e Congrès mondial sur la question française. Telle est l'un des décisions de la Commission chargée d'examiner et de résoudre la crise du Parti français.

Elle a pu surprendre beaucoup de nos camarades, surtout parmi ceux qui appartiennent, de père en fils, au prolétariat ouvrier, pour lesquels la franc-maçonnerie a été étrangère, indifférente ou lointaine, ayant été seulement dans leur misère, et dans leur peine de vivre un instrument d'esclavage plus dissimulé et plus lâche que les autres.

Déjà, au moment de l'adhésion du Parti à la Troisième Internationale, au moment du Congrès de Tours, il avait été question d'une vingt-deuxième condition, cette fameuse vingt-deuxième condition dont les futurs dissidents faisaient des gorges chaudes. Paul Faure avait « mangé le morceau » et nous savions qu'il s'agissait des francs-maçons.

Mais chez nous on n'en avait rien dit de net et de précis et la vingt-deuxième condition était tombée à peu près dans l'oubli.

Certes, nous vivons au milieu de forces sociales obscures et compliquées dont nous ignorons trop la puissance et les agissements et dont notre attention est détournée par les occupations et les préoccupations de notre vie quotidienne. Par exemple, nous trempons, si je puis dire, dans un marécage policier et tout autour de nous c'est une surveillance continue dont nous ne sentons le contact que lorsque nous nous avisons de sortir de notre chambre — comme disait Pascal — pour nous mêler des affaires de la collectivité.

Mais parmi ces forces sociales obscures destinées à maintenir le pouvoir et la domination d'une dynastie, d'une oligarchie, d'une ploutocratie, il en est surtout deux qui sont devenues en quelque sorte légendaires et qui exercent une terreur répulsive, non seulement de l'une à l'autre, mais aussi sur ceux qui n'appartiennent ni à l'une ni à l'autre : je veux parler de la Compagnie de Jésus et de la franc-maçonnerie. Et, sans doute, la franc-maçonnerie a-t-elle été, entre autres fonctions, un organisme de défense de la bourgeoisie contre les jésuites. Ce que j'ai pu entendre, dans mon enfance, d'imprécations contre le père Dulac, général des jésuites, est inimaginable ! Le pouvoir qu'on lui attribuait était terrible, les responsabilités dont on le chargeait étaient innombrables, les « menées » dont on l'accusait, redoutables. Il n'est pas de modeste ménage libre penseur qui ne se crût persécuté par lui. Le Père Dulac, c'était l'ennemi.

En province, changement de thème, changement de refrain, changement d'obsession : tout est la faute aux francs-maçons, aux frères trois-points. On parle d'eux comme de démons mystérieux, inquiétants et tout-puissants. On les voit partout. On chuchote à voix basse le nom de la rue où se trouve la loge et on se détourne avec dégoût de ceux qu'on connaît bien et qui, certains soirs, rasent les murs pour aller participer à on ne sait quel sabbat. La population catholique, réactionnaire, antirépublicaine de nos villes de province leur attribue les lois laïques, la lutte contre les bons prêtres et les chères sœurs, et l'absence de l'armée et de la magistrature aux processions.

Il est bien certain qu'il y a du vrai dans cette simplification petite-bourgeoise de notre politique nationale. Victor Hugo a travaillé les imaginations françaises et il y a toujours le moyen de ramener l'histoire, à sa manière, à quelques antithèses frappantes : d'un côté les jésuites, de l'autre les francs-maçons. Au milieu, les masses prolétariennes révolutionnaires, écrasées, mitraillées.

Les francs-maçons ont joué un grand rôle dans l'établissement de la République bourgeoise en 1870 et en 1871, et ils se sont emparés du pouvoir avec le Parti Radical. Etant maîtres du pouvoir, les francs-maçons sont devenus une Société de solidarité, d'arrivisme, et les laïques allaient aux francs-maçons, tout comme le clercal aux gens d'église, pour obtenir protections, places et faveurs. Société d'arrivisme, « Syndicats d'intérêts et d'appétits personnels » pour le commun des frères qui ignorent les intrigues et les combinaisons politiques des grands-maîtres de l'ordre, de même que les simples jésuites ignorent les intrigues et les combinaisons de leur général et de son état-major.

Treint a dit ici-même l'essentiel de ce qu'est la franc-maçonnerie, et comment elle peut être dangereuse, comment elle est dangereuse pour le Parti Communiste. Il a dit aussi quelles incompatibilités existent entre le communisme et la franc-maçonnerie et pourquoi la guerre civile est inévitable dans la conscience d'un franc-maçon communiste ou d'un communiste franc-maçon. A moins que le franc-maçon ne cède au communiste, ou le communiste au franc-maçon, auquel cas, il y a toujours trahison envers les uns ou les autres de leurs devoirs. Que la franc-maçonnerie voyant la croissance inquiétante d'un Parti révolutionnaire organisé pour renverser la bourgeoisie capitaliste ait voulu le « noyauter » afin de lui mettre un mors et des brides dans sa course révolutionnaire, cela n'est pas douteux. Car le noyautage n'est un crime que lorsqu'il est tenté ou pratiqué par les communistes.

Mais, en nous arrêtant à cette énigme franc-maçonne sur laquelle notre attention vient d'être attirée, certains faits nous reviennent à la mémoire auxquels nous n'avions pas donné une signification particulière, au moment où ils se sont produits. On me permettra, pour une fois, quelques souvenirs personnels, car ils peuvent être un élément de preuve du problème qui nous retient aujourd'hui.

Je ne savais rien, je ne sais rien de la franc-maçonnerie que ce que j'ai pu en entendre ou en lire : signes cabalistiques, triangles, trois

points, affutiaux extraordinaires dont se parent les frères et les sœurs quand il y a « soirée » dans leurs loges. *La Voix des Femmes* ayant autrefois reçu l'hospitalité de la loge de l'avenue de la Motte-Piquet, je fis une conférence dans une salle toute noire, bien que j'eus un soleil dans le dos. De chaque côté de mon pupitre brûlaient deux petites bougies ; sur les murs il y avait des figures ésotériques ; les dames avaient des écharpes, des oripeaux affreux et ridicules et il me semble qu'elles avaient des gestes singuliers et qu'elles se parlaient en un langage convenu. Je sus qu'une réunion de ce genre s'appelait une « tenue blanche ».

Or, depuis que je suis devenue secrétaire de fédération communiste, j'ai été sollicitée à plusieurs reprises d'entrer dans la franc-maçonnerie. On créait une loge mixte à Rennes... j'étais la seule femme qui... on serait si honoré si... j'irais faire des conférences... porter la parole communiste parmi les francs-maçons, etc., etc...

Il se trouve que je ne fus même pas ébranlée, que je n'examinai même pas une telle proposition et que ceux qui me la firent ne peuvent pas soupçonner à quel point elle me parut saugrenue. J'ai une horreur héréditaire de la môme, du rite, des pratiques religieuses ; j'ai horreur de ce qui n'est pas clair, de ce qui a des allures de mystère, et j'ai un impérieux besoin de comprendre et de savoir, de comprendre ce qu'on veut de moi, et de savoir où l'on me conduit. On insista jusqu'au moment où l'on se rendit compte « qu'il

n'y avait rien à faire ». Je sus que je m'étais fait quelques « bons amis » de plus, lesquels se répandaient en propos « bienveillants ». J'avais détruit probablement un petit espoir de noyautage. Il fut dit que je n'aimais pas me « dévouer » quand mon « dévouement » n'avait pas l'espoir de la publicité.

Ah ! oui, la lumière, le grand jour, le vrai soleil et non pas ce soleil de carton dans une loge obscure ! Une doctrine solide, des statuts précis, des « conditions » catégoriques, fussent-elles vingt et une ou vingt-deux.

On sait ce dont il s'agit et on sait à quoi s'en tenir. Nombreux sont nos camarades qui sont satisfaits de la décision qui vient d'être prise au 4^e Congrès Mondial de l'Internationale Communiste, contre les francs-maçons dans notre Parti. Ils disent que c'est une bonne nouvelle. Pour la première fois, la question vient d'être posée et tranchée avec la franchise habituelle à « Moscou » et cette franchise dissipe l'équivoque et les atermoiements, les tolérances par camaraderie et par espoir de conciliation. Cette équivoque, ces atermoiements, ces tolérances sont la mort d'un parti prolétarien révolutionnaire qui n'a que faire dans ses organes de cellules désorganisatrices.

Nous avions pris l'engagement d'accepter sans discussion les décisions du Congrès Mondial. A présent, nous les acceptons tous avec joie et soulagement.

Louise BODIN.

“L'Humanité” et les Décisions du 4^e Congrès

Le camarade Treint avait adressé à Cachin la lettre suivante :

Paris, le 18 décembre 1922.

Le camarade Treint, au camarade Cachin,
directeur politique de l'Humanité,
Camarade Cachin,

L'Humanité d'aujourd'hui publie les décisions du Congrès mondial relatives à la question française sous le titre suivant : *Le projet de résolution sur la question française.*

Vous savez qu'il ne s'agit pas d'un projet, mais de résolutions votées par l'Internationale et qui font force de loi pour tous les communistes.

Présenter ces résolutions comme un projet, c'est favoriser ceux qui dans le Parti veulent résister à l'application de ces résolutions.

D'autre part, le compte rendu de l'assemblée fédérale de la Seine est rédigé de telle sorte que l'intervention de la Gauche représentée par Rieu, se présente comme la continuation du discours que Pâquereaux a fait au nom du Centre.

Il est regrettable que dans le compte rendu des interventions de la Gauche, aussi bien que dans la manière de publier les décisions de l'Internationale, tout se passe comme s'il y avait sabotage typographique de la Gauche et de l'Internationale.

Ces faits prennent une grande importance, si l'on considère que la scission a été évoquée à l'Humanité et à la Maison du Parti par certains hommes qui jusque-là se réclamaient du Centre.

Je sais que rentré de Moscou, vous avez combattu l'idée même de la scission.

C'est pourquoi je vous demande de faire paraître en bonne place dans l'Humanité les rectifications nécessaires.

Je vous le demande au nom de toute la Gauche.
Sentiments communistes.

A. TREINT.

Cachin a répondu :

Camarade,

Je puis rectifier l'erreur relative au titre sur le projet de résolution.

Il n'y a pas là la moindre velléité de sabotage ; mais j'ai donné sans en relire le titre le document unique que j'avais de Moscou sous la forme où il m'avait été fourni là-bas, avant son adoption par le Congrès.

Pour l'incident Rieu, le journal a remis ce matin les choses en état.

De manière générale, veuillez noter que l'Humanité est sans réserve et surtout sans mesquinerie décidée à mener campagne pour l'application des résolutions du 4^e Congrès.

A vous,

M. CACHIN.

Notons :

1^o Que Cachin ne conteste pas que la scission ait été évoquée à l'Humanité ;

2^o Que la rédaction de l'Humanité ne pouvait pas ignorer qu'il s'agissait des résolutions du 4^e Congrès et non d'un projet de résolutions ;

3^o Que l'Humanité est sans réserve et surtout sans mesquinerie décidée à mener campagne pour l'application des décisions du 4^e Congrès.

Nous ne doutons pas que Cachin n'exige de la rédaction de l'Humanité que des faits comme ceux qui ont nécessité la lettre du camarade Treint ne se reproduisent plus.

La Nouvelle Politique Economique

Discours prononcé par le camarade LÉNINE, le 13 novembre, au IV^e Congrès Mondial

LÉNINE. — Camarades, j'ai été désigné comme principal orateur sur la liste, mais vous comprendrez qu'après ma longue maladie je ne suis pas en mesure de faire un long rapport. Je ne puis donner qu'une introduction aux questions les plus importantes. Mon sujet sera nécessairement limité. « Cinq années de révolution russe et les perspectives de la révolution mondiale », le thème est trop vaste et trop considérable pour qu'un seul orateur puisse l'épuiser en un discours. Je ne m'attacherai donc qu'à une petite partie du sujet, à savoir la nouvelle politique économique. Je choisis à dessein cette matière réduite, pour vous introduire dans la partie qui est pour le moment la plus importante, ou qui du moins est pour moi la plus importante, parce que je travaille précisément sur elle. Je traiterai donc le sujet suivant : « Comment nous avons commencé la nouvelle politique économique et quels résultats nous avons obtenus grâce à elle ».

Si je crois devoir me borner à cette question, c'est que je pense être en mesure d'en donner un tableau d'ensemble.

Les origines de la "N. E. P."

Pour vous expliquer comment nous avons commencé cette nouvelle politique économique, je dois me référer à un de mes articles de 1918. Au début de 1918, j'ai, dans une courte polémique, touché à la question de notre attitude à l'égard du capitalisme d'Etat. J'écrivais alors :

« Par rapport à la politique économique actuelle de la République soviétique, c'est-à-dire par rapport à la situation économique de 1918, le capitalisme d'Etat constitue un progrès. Si, par exemple, nous pouvions en six mois introduire le capitalisme d'Etat chez nous, ce serait un grand succès et la meilleure garantie que dans l'intervalle d'une année le socialisme serait fermement et invinciblement établi en Russie. »

Evidemment cela était dit à une époque où nous étions encore moins habiles qu'à présent, mais pas assez sots cependant pour ne pas comprendre cette vérité.

Donc, en 1918, j'étais d'avis que, par rapport à la situation économique de la République à cette date, le capitalisme d'Etat était un progrès. Cela semble étrange, peut-être même insensé, car notre République était une République socialiste, nous prenions chaque jour et aussi vite que possible, trop vite même probablement, toutes sortes de mesures économiques qu'on ne pouvait qualifier autrement que de socialistes ; et cependant j'étais d'avis que le capitalisme d'Etat constituait, par rapport à la situation économique de la République à cette date, un pas en avant et j'illustrais cette pensée par la simple énumération des éléments divers de notre structure économique. Ces éléments étaient, à mon avis : 1° un élément patriarcal, l'agriculture dans sa forme la plus primitive ; 2° la petite production, et là je fais rentrer la majorité des paysans trafiquant de leurs

céréales ; 3° le capitalisme privé ; 4° le capitalisme d'Etat ; 5° le socialisme.

Ces éléments économiques étaient tous représentés en Russie en 1918. Je me donnais alors pour tâche de rechercher les rapports réciproques existant entre eux et si nous ne devons pas préférer un élément non socialiste, à savoir le capitalisme d'Etat, au socialisme. Je le répète, cela paraît à tout le monde très étrange qu'un élément non socialiste, dans une République qui se proclame socialiste, soit préféré, c'est-à-dire reconnu supérieur, au socialisme. Mais cela devient compréhensible lorsqu'on se rappelle que nous ne considérons pas la structure économique de la Russie comme homogène ; nous savions au contraire très bien que nous avions affaire à la fois à une agriculture patriarcale, c'est-à-dire à la forme sociale la plus primitive, et à des formes socialistes. Quel rôle le capitalisme d'Etat devait-il jouer dans ces circonstances ?

Je me demandais en outre lequel de ces éléments prédominait. Il est clair que dans un milieu petit-bourgeois, c'est l'élément petit-bourgeois qui domine. Je voyais donc nettement que l'élément petit-bourgeois prévalait. Il était impossible de penser autrement. La question que je me posais alors — c'était au cours d'une polémique sur une question spéciale sans rapport avec la question actuelle — consistait à définir notre attitude à l'égard du capitalisme d'Etat. Et je conclusais : le capitalisme d'Etat, quoique ce ne soit pas une forme socialiste, serait, pour nous et pour la Russie, supérieur à ce qui existe actuellement.

C'est donc que, même après avoir accompli la révolution sociale, nous ne nous faisons pas une idée exagérée des possibilités existantes de construction socialiste ; nous comprenions déjà, à ce moment-là, dans une certaine mesure, qu'il vaudrait mieux pour nous passer par le capitalisme d'Etat pour arriver ensuite au socialisme.

Nécessité d'une ligne de retraite

Je m'arrêterai plus particulièrement sur cette partie, d'abord parce que je pense que c'est la politique économique d'aujourd'hui et ensuite parce qu'il en résulte pour l'Internationale Communiste des conséquences pratiques très importantes. Je ne veux pas dire que nous avions déjà alors un plan de retraite tout prêt. Nullement. Ces brèves lignes d'une polémique ne représentaient nullement une position de retraite ; ainsi, par exemple, il n'était pas dit un mot sur la liberté du commerce, point d'une importance fondamentale pour le capitalisme d'Etat. Cependant l'idée très vague d'une retraite y apparaissait déjà.

Je crois que cette idée de retraite à prévoir s'applique à toute l'Internationale Communiste, non pas seulement à nous, pays particulier de structure économique très arriérée, mais même aux pays avancés de l'Europe occidentale. Nous sommes actuellement occupés à l'élaboration d'un programme. Quant à moi, je pense que nous ferions

bien d'étudier à présent d'une façon générale tous les programmes, de les adopter pour ainsi dire en première lecture et de les faire imprimer, mais de ne rien fixer cette année. Pourquoi ? Tout d'abord parce que nous ne saurions prétendre les avoir suffisamment étudiés tous. Ensuite parce que nous n'avons pas encore bien réfléchi à cette idée de retraite. Or, c'est là une question que nous devons bien considérer, devant une transformation aussi vaste que l'est le renversement du capitalisme et l'édification du socialisme avec ses énormes difficultés. Nous ne devons pas seulement savoir ce que nous ferons si nous engageons directement l'offensive et si nous remportons la victoire ; dans une époque révolutionnaire, cela n'est guère difficile. Mais ce n'est pas le plus important, ou du moins le plus déterminant. Pendant la révolution, il y a toujours des moments où l'adversaire perd la tête. Si nous l'attaquons pendant un de ces moments, nous pouvons le vaincre très facilement. Mais ce n'est encore rien, parce que si notre adversaire revient à lui, s'il concentre ses forces, il peut très facilement nous provoquer à l'attaque et nous repousser pour des années. Je pense donc que l'idée que nous devons préparer la retraite est très importante, non seulement du point de vue théorique, mais surtout du point de vue pratique. Tous les Partis qui pensent prochainement engager l'offensive contre le capital doivent aussi penser à assurer leur retraite. Je crois qu'à retirer cet enseignement comme tous les autres de l'histoire de notre révolution, nous n'avons rien à perdre ; tout au contraire, dans bien des cas il nous sera très probablement d'une grande utilité.

La crise de février 1921

Ayant donc montré que dès 1918 nous avons prévu le capitalisme d'Etat comme ligne de retraite possible, je passe aux résultats de notre nouvelle politique économique. Je le répète, en 1918 ce n'était qu'une idée tout à fait vague. En 1921, lorsque nous eûmes franchi la plus grosse étape de la guerre civile, éclata une grave crise intérieure, la plus grave, je crois, depuis la naissance de la République : de très grandes masses non seulement de paysans, mais aussi d'ouvriers, manifestèrent leur mécontentement. C'était la première fois, et ce sera, j'espère, la dernière dans l'histoire de la Russie soviétique, que nous avions les masses paysannes contre nous, sinon consciemment, du moins instinctivement. Quelle était la cause de cette situation extrêmement désagréable ? La cause en était que dans notre avance économique nous étions allés trop loin sans avoir assuré nos bases ; les masses sentaient ce que nous ne pouvions pas formuler consciemment, mais ce que nous reconnûmes après un court espace de quelques semaines, à savoir que le passage direct à une forme économique purement socialiste, à la distribution purement socialiste des richesses, était au-dessus de nos forces. Si nous n'étions pas en mesure d'effectuer notre retraite et de nous borner à des tâches faciles, nous étions perdus. C'est en février 1921, je crois, que la crise commença. Dès le printemps de la même année, nous décidâmes à l'unanimité — je ne me suis pas aperçu de grandes divergences là-dessus parmi nous — la nouvelle politique économique. Aujourd'hui, après une année et demie, vers la fin de 1922, nous sommes en mesure de fixer les résultats. Qu'est-il arrivé ? Comment avons-nous passé cet intervalle de plus de dix-huit mois ? Cette position de retraite nous a-t-elle été utile, nous a-t-elle vraiment sauvés, ou bien le résultat n'est-il pas

décisif ? Voilà la question essentielle que je me pose, et je pense que cette question importante pour nous l'est aussi pour tous les Partis Communistes ; car si la réponse est négative, nous sommes tous perdus. Mais je crois qu'en toute conscience nous pouvons répondre affirmativement : cette année et demie écoulée prouve positivement et absolument que nous avons subi l'examen avec succès. Je vais essayer de le démontrer. Il me faut pour cela passer en revue les parties composantes de l'économie russe.

La situation du rouble

Prenons tout d'abord le système financier, le fameux rouble russe. A juste titre, on peut le proclamer fameux, ne serait-ce que parce qu'il se chiffre maintenant par quadrillions (*tries*) ; c'est quelque chose que ce chiffre astronomique (*tries*.) Je suis sûr que vous ne vous rendez pas bien compte de ce que cela signifie. Mais aux yeux de la science économique, ces chiffres ne sont pas si importants : on peut facilement barrer les zéros. (*tries*.) Dans cet art malheureusement sans conséquence économique, nous avons produit déjà quelque chose et je suis persuadé que nous produirons bien davantage à l'avenir. Par contre, ce qui est plus important, c'est la stabilisation du cours du rouble. Nous y travaillons et nos meilleurs financiers y sont occupés avec nous ; nous accordons à cette question une importance décisive. Si nous réussissons à stabiliser le rouble, d'abord pour un certain temps, ensuite pour toujours, nous avons gagné. Et alors ces chiffres astronomiques, ces trillions et ces quadrillions ne signifient plus rien. Alors notre économie reposera et se développera sur des bases solides. Je crois pouvoir vous présenter à ce sujet des faits assez importants et assez décisifs. En 1921, la période de stabilisation du cours du rouble-papier dura moins de trois mois. En 1922, donc pendant l'année courante, quoiqu'elle ne soit pas encore terminée, cette période a duré plus de cinq mois. Je pense que cela suffit. Naturellement, cela ne vous suffira pas, si vous exigez qu'on vous démontre scientifiquement qu'à l'avenir nous serons complètement, définitivement débarrassés de ce problème. Mais à mon avis, il n'est guère possible de le démontrer. Le fait que je viens de vous indiquer prouve que, depuis l'année passée, depuis le commencement de notre nouvelle politique économique jusqu'à aujourd'hui, nous avons appris la bonne façon de progresser. Et, ayant appris cela, je suis sûr que, si nous ne comptions pas de sottises toutes spéciales, nous saurons apprendre à progresser encore davantage. Nous avons besoin du commerce, du trafic bourgeois. Si en deux ans, malgré la guerre — vous savez que Vladivostok a été pris il y a quelques semaines à peine — et bien que nous ne soyons en mesure que maintenant de nous consacrer de façon systématique et réfléchie à l'activité économique, si, dis-je, nous avons réussi à prolonger la période de stabilisation du rouble-papier de trois à cinq mois, nous pouvons être contents. Car nous sommes seuls. Nous n'avons obtenu et nous n'obtenons aucun emprunt. Aucun des puissants Etats capitalistes qui dirigent si « bien » leur économie capitaliste — ils ne savent pas eux-mêmes vers quel but — aucun ne nous aide. Par la paix de Versailles, ils ont créé un système auquel ils ne comprennent rien eux-mêmes. Si ces grands Etats capitalistes règlent aussi brillamment leur vie économique, je crois que nous, les arriérés, les inculcés, nous pouvons être satisfaits d'avoir compris les bases de la stabilisation du rouble. Ce n'est pas une analyse théorique quelconque qui ensei-

gne cette science, mais la pratique ; et c'est chose bien plus importante, à mon avis, que toutes les discussions théoriques du monde. La pratique a montré que nous avons obtenu des résultats décisifs : nous avons orienté l'économie vers la stabilisation du rouble et c'est pour le rouble, pour le libre trafic pour les paysans et la masse énorme des petits producteurs, une chose de la plus grande importance.

Je demande donc maintenant où en sont les choses après cette calamité, ce malheur extraordinaire et inattendu, après la nouvelle politique économique, après la liberté du commerce ? La réponse est claire à nos yeux : les paysans, en une année, se sont non seulement délivrés de la famine, mais encore ont acquitté l'impôt en nature ; et nous avons reçu d'eux dès à présent, sans l'emploi d'aucun moyen violent, plusieurs centaines de millions de pouds. Les insurrections paysannes, qui, jusqu'en 1921, composaient pour ainsi dire le tableau général de la Russie, ont presque complètement disparu. Les paysans ont été satisfaits de leur sort actuel. Nous pouvons l'affirmer avec confiance. De telles preuves sont bien plus significatives que n'importe quelle statistique. Personne ne doute que les paysans constituent chez nous le facteur décisif. Les paysans se trouvent actuellement dans une situation telle que nous n'avons à redouter aucun mouvement hostile. Nous l'affirmons en toute conscience et sans exagération. Voilà un résultat acquis. Les paysans peuvent être mécontents de tel ou tel détail, ils peuvent se plaindre, cela est naturel et inévitable, car notre appareil politique et économique est trop mauvais pour éviter des plaintes ; mais en tout cas on ne saurait croire sérieusement à un mécontentement grave de tous les paysans contre nous. Voilà encore une fois ce que nous avons obtenu en une année. Je pense que c'est beaucoup.

La petite et la grande industrie

J'en viens maintenant à la petite industrie. Nous devons en effet distinguer la petite de la grande industrie, car elles se trouvent dans des situations différentes. Pour ce qui est de la petite industrie, je puis affirmer en toute assurance que nous constatons un relèvement général. Je n'entre pas dans les détails, je ne me propose pas aujourd'hui de fournir des chiffres statistiques. L'impression générale est cependant basée sur des faits, et je puis garantir qu'il n'y a là ni contre-vérité, ni inexactitude. Nous pouvons noter un essor général de toute la petite industrie et par suite une amélioration très nette du sort de l'ouvrier, tant à Petrograd qu'à Moscou. C'est moins le cas dans certaines régions où la grande industrie domine, de sorte qu'on ne saurait généraliser cette amélioration. Cependant, je le répète, la petite industrie a repris son essor et il y a amélioration du sort des ouvriers à Petrograd et à Moscou. Dans ces deux capitales, les ouvriers aussi étaient mécontents, au printemps de 1921. Ce n'est plus le cas : nous ne nous y trompons pas, nous qui observons quotidiennement la situation et l'état d'esprit des ouvriers.

Un troisième domaine est celui de la grande industrie. Ici, je dois dire que la situation reste difficile. Cependant une légère amélioration s'est produite de 1921 à 1922. Nous pouvons espérer que les choses iront mieux dans le plus prochain avenir. Nous avons accumulé les moyens nécessaires pour cela. Dans un pays capitaliste, l'amélioration de la situation de la grande industrie exigerait un emprunt de centaines de millions ;

et cela serait suffisant. L'histoire économique des pays capitalistes nous montre que pour un pays arriéré des emprunts à long terme de centaines de millions de dollars ou de roubles-or pourraient seuls déterminer le relèvement de la grande industrie. Nous n'avons pas eu de semblables emprunts et nous ne les avons pas encore. Tout ce qu'on a écrit jusqu'à présent sur les concessions et autres opérations analogues n'existe que sur le papier. Nous avons beaucoup écrit là-dessus ces temps derniers, surtout sur les concessions Urquardt. Néanmoins, notre politique en matière de concessions me semble excellente. Toutefois, jusqu'à présent, nous n'avons pas encore une seule concession pouvant donner des résultats. Je vous prie de ne pas l'oublier. La grande industrie constitue donc pour notre pays arriéré un problème difficile, puisque nous ne pouvons compter recevoir des emprunts d'Etats riches.

Malgré tout, nous remarquons déjà une amélioration assez nette. En outre notre activité commerciale nous a déjà rapporté un certain capital. Ce capital est de proportions très modestes, pas plus de 20 millions de roubles-or ; mais c'est un commencement : notre commerce nous fournit déjà des ressources que nous pouvons employer au relèvement de la grande industrie. Ce qui n'empêche qu'elle se trouve pour le moment dans une situation encore très difficile.

Je crois toutefois que nous sommes déjà en mesure d'économiser quelque peu ; et c'est ce que nous continuerons à faire même aux dépens de la population. De toute façon, nous devons économiser. Nous nous y appliquons en réduisant les frais de gouvernement et d'administration. Je reviendrai plus loin sur notre appareil gouvernemental. Nous devons, en tout cas, le réduire et économiser autant que possible : économisons sur toute chose et même sur les écoles. C'est indispensable, car nous savons que si nous ne sauvons pas la grande industrie, si nous ne la restaurons pas, sans industrie, en un mot, nous sommes perdus comme Etat indépendant. Nous le savons très bien. Le salut de la Russie est dans une bonne récolte des paysans : mais c'est trop peu. Une petite industrie, prospère, fournissant aux paysans les articles d'usage courant, c'est encore peu. Nous avons besoin de la grande industrie ; mais pour la remettre en état, il faut des années. La grande industrie a besoin de subsides de l'Etat. Si nous ne pouvons pas les lui accorder, nous sommes perdus comme pays civilisé et, bien plus encore, comme pays socialiste. Nous avons donc fait un pas décisif, puisque nous commençons à trouver les ressources nécessaires pour remettre la grande industrie sur pied. La somme que nous avons accumulée jusqu'à présent ne dépasse guère 20 millions de roubles-or, mais nous l'avons et elle est destinée exclusivement au relèvement de notre grande industrie.

Résultats positifs de la "N. E. P."

Je crois avoir fait passer devant vos yeux, rapidement et d'une façon générale, comme je vous l'avais d'ailleurs dit au début, les éléments de notre économie nationale. De cet exposé, je crois pouvoir conclure que la nouvelle politique économique a donné dès à présent un résultat positif. Vous avez dès à présent une preuve que nous sommes en mesure, comme Etat, de faire le commerce, de nous assurer des positions fermes dans l'agriculture et dans l'industrie et de marcher Je l'avant. C'est ce que la pratique a démontré. Il

me semble que, pour le moment, cela suffit. Nous avons encore beaucoup à apprendre et nous avons compris que nous avons encore à apprendre. Nous avons maintenu notre pouvoir pendant cinq années, en soutenant en même temps, pendant ces cinq années, une guerre sans merci. Nous avons donc réussi.

Nous avons réussi parce que les paysans étaient avec nous. Il n'est pas possible d'être plus avec nous que ne le furent les paysans. Ils voyaient bien que, derrière les Blancs, il y avait les gros propriétaires fonciers, qu'ils détestaient plus que tout au monde. C'est pourquoi ils étaient avec nous avec le plus grand enthousiasme et avec la plus ferme fidélité. Il n'était pas difficile d'obtenir que les paysans nous défendissent contre les Blancs. Les paysans, qui auparavant détestaient la guerre, firent tout le possible, cette fois, pour la guerre contre les Blancs, pour la guerre civile contre les gros propriétaires fonciers. Et, cependant, ce n'était pas tout, car la question qui se posait alors était de savoir si le pouvoir resterait entre les mains des propriétaires fonciers ou des paysans. Cela ne nous suffisait pas. Les paysans savaient fort bien que nous prenions le pouvoir pour les ouvriers et que nous poursuivions le but d'édifier, à l'aide de ce pouvoir, le régime socialiste. De là la question, la plus importante pour nous, de la préparation économique du régime socialiste. Nous ne pouvions pas préparer ce régime par la voie directe. Nous dûmes agir par voie indirecte. Le capitalisme d'Etat que nous avons institué est d'une espèce particulière. Il ne correspond pas à la définition ordinaire du capitalisme d'Etat. Nous tenons tous les postes de commandement, nous avons le sol, qui appartient à l'Etat ; tout cela est très important, quoique nos adversaires prétendent que cela ne signifie rien du tout. Leurs affirmations sont fausses. Il est essentiel et d'une signification économique considérable que le sol appartienne à l'Etat. C'est ce que nous avons obtenu, et je dois dire que notre activité à venir se déroulera seulement dans ce cadre. Nous avons obtenu que les paysans soient contents de nous, que l'industrie se relève, ainsi que le commerce. Je l'ai déjà dit : notre capitalisme d'Etat se distingue de l'autre capitalisme, au sens littéral du mot, en ce que nous avons dans les mains de l'Etat prolétarien, non seulement le sol, mais aussi les parties les plus importantes de l'industrie. Avant tout, nous avons affermé une certaine partie de la petite et de la moyenne industrie, en gardant tout le reste entre nos mains. Au sujet du commerce, je dois encore ajouter que nous nous proposons de fonder des sociétés mixtes, c'est-à-dire des sociétés où une fraction du Capital appartient aux capitalistes privés étrangers, et nous en avons effectivement fondé. Mais l'autre part du capital nous appartient. Premièrement, nous apprenons ainsi à faire le commerce et nous en avons bien besoin ; deuxièmement, si nous le trouvons nécessaire, nous avons toujours la possibilité de dissoudre ces sociétés, de sorte que nous ne risquons pour ainsi dire rien. Par contre, les capitalistes privés nous enseignent, nous montrent comment nous pouvons nous relever et quelles fautes nous commettons. Je pense pouvoir me borner à ces explications. Je voudrais encore toucher quelques points de moindre importance. Il n'y a pas de doute que nous avons commis une quantité énorme de sottises et que nous en commettrons encore. Personne ne saurait en juger mieux et plus directement que moi. (Rires.)

Nos insuffisances et nos erreurs

Pourquoi commettons-nous des sottises ? C'est clair : 1° nous sommes un pays arriéré ; 2° notre culture est minime ; 3° nous sommes sans aide. Aucun pays civilisé ne nous aide. Au contraire, ils travaillent tous contre nous ; 4° notre appareil d'Etat. Nous nous sommes emparés de l'ancien appareil administratif, et ce fut notre malheur. Cet appareil travaille très souvent contre nous. En 1917, après la prise du pouvoir, il nous sabota. Nous fûmes fort effrayés alors et nous dîmes aux fonctionnaires : « Nous vous en prions, revenez ! ». Et ils revinrent. Ce fut notre malheur. Nous avons une quantité énorme de fonctionnaires, mais nous n'avons pas encore de dirigeants assez nombreux et assez instruits pour en disposer effectivement. En fait, il arrive très souvent qu'ici, au sommet, où nous avons le pouvoir d'Etat, l'appareil fonctionne, alors qu'en bas, on administre arbitrairement et on travaille contre nous. Au sommet, nous avons je ne sais combien (je crois, une dizaine de milliers) des nôtres ; en bas, nous avons des centaines de milliers d'anciens fonctionnaires du tsar ou provenant de la bourgeoisie et travaillant, en partie consciemment, en partie inconsciemment, contre nous. En peu de temps, nous ne pouvons rien faire ici. C'est sûr. Pour transformer l'appareil, pour le perfectionner et pour lui attirer de nouvelles forces, nous devons travailler plusieurs années. Nous le faisons assez rapidement, peut-être trop rapidement ; des écoles d'administration soviétique sont créées, des facilités ouvrières ouvertes, où plusieurs dizaines de milliers de jeunes gens apprennent peut-être un peu trop vite ; en tout cas, le travail est commencé et je pense qu'il portera aussi ses fruits. Si nous ne travaillons pas trop hâtivement, nous aurons, dans quelques années, une masse de jeunes gens en mesure de transformer radicalement notre appareil.

J'ai dit que nous avons commis un nombre énorme de sottises. Mais je dois ajouter quelque chose aussi au sujet de nos adversaires. Si nos adversaires nous arrêtent pour nous dire : « Lénine lui-même reconnaît que les bolcheviks ont commis une quantité énorme de sottises », je leur répondrai : « Oui, mais nos sottises sont d'une tout autre nature que les vôtres ». Nous avons seulement commencé à apprendre et nous apprenons si systématiquement que nous pouvons être persuadés d'obtenir de bons résultats. Si nos adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les héros de la 2^e Internationale, croient que nous avons fait des bêtises, je me permettrai une comparaison en reprenant le mot d'un écrivain russe célèbre, un peu modifié : « Si les bolcheviks font des sottises, cela veut dire que les bolcheviks croient que deux et deux font cinq ; mais si les adversaires, c'est-à-dire les capitalistes et les héros de la 2^e Internationale, font des bêtises, cela veut dire qu'ils croient que deux et deux font des bougies ». Ce n'est pas difficile à prouver. Prenez, par exemple, la convention conclue avec Koltchak par l'Amérique, l'Angleterre, la France et le Japon.

Je vous le demande : y a-t-il au monde des Etats plus cultivés et plus puissants ? Or, que résulte-t-il de cette convention ? Ils promirent à Koltchak de l'aider, sans penser, sans voir qu'ils couraient à un échec ; je ne peux pas même humainement le comprendre.

Voilà un autre exemple plus près de nous et plus important : la Paix de Versailles. Je vous le demande : qu'est-ce que ces glorieuses puis-

sances ont fait là ? Comment peuvent-elles trouver une issue à ce non-sens ? Je crois que je n'exagérerai pas en répétant que nos sottises ne sont rien en comparaison de celles que les capitalistes du monde entier, l'Etat capitaliste et la 2^e Internationale, commettent tous ensemble.

Perspectives révolutionnaires mondiales

C'est pourquoi je crois que les perspectives de révolution mondiale — je traite très brièvement ce thème — sont bonnes et dans certaines conditions, j'en suis persuadé, elles deviendront encore meilleures. Je voudrais ajouter quelques mots au sujet de ces conditions. Au 3^e Congrès, en 1921, nous avons adopté une résolution sur la structure du Parti Communiste et sur les méthodes et le contenu de son action. Cette résolution est excellente. Mais elle est presque entièrement russe, c'est-à-dire qu'elle a été prise dans le développement russe. C'est son bon côté. C'en est aussi le mauvais ; c'en est le mauvais, parce que presque pas un étranger — c'est ma conviction, je viens de relire cette résolution — ne peut la lire :

1^o Elle est trop longue (50 paragraphes ou plus). Habituellement, les étrangers ne peuvent pas lire des morceaux de pareille étendue ;

2^o Si même ils la lisent, les étrangers ne peuvent pas la comprendre, précisément parce qu'elle est trop russe ; non pas qu'elle soit écrite en russe, car elle est excellemment traduite dans toutes les langues, mais elle est pénétrée, imbuée d'esprit russe ;

3^o Si, par exception, il se trouve un étranger qui la comprenne, il ne peut l'appliquer.

Voilà le troisième défaut. J'ai un peu parlé avec quelques délégués et j'espère encore, au cours du Congrès, avoir la possibilité — non pas de prendre part à ce Congrès, car je ne le puis malheureusement pas — de parler, en détail avec un plus grand nombre de délégués des différents pays. Mon impression est que nous avons commis une grosse erreur en votant cette résolution, notamment en nous fermant la voie vers un nouveau progrès. Comme je l'ai déjà dit, la résolution est excellente. Je souscris à tous ses cinquante paragraphes. Mais je dois dire que nous n'avons pas trouvé la forme sous laquelle nous devons présenter nos expériences russes aux étrangers ; et, pour cela, toute la résolution est restée lettre-morte. Si nous ne la trouvons pas, nous n'avancerons pas.

« Apprendre... »

L'essentiel pour nous tous, aussi bien pour les Russes que pour les étrangers, c'est de tirer maintenant, après cinq années, la leçon de la révolution russe. Ce n'est que maintenant que nous en avons la possibilité. Je ne sais combien de temps cette possibilité durera, ni si les puissances capitalistes nous laisseront longtemps le loisir de nous instruire dans le calme. Mais, nous devons employer chaque moment libre d'activité militaire et de guerre pour apprendre, en commençant par le commencement. Tout notre Parti et toutes les catégories sociales de Russie prouvent, par leur désir de s'instruire, que la principale tâche du moment consiste pour nous à apprendre toujours et encore à apprendre. Mais les étrangers aussi doivent apprendre. Pas évidemment dans le même sens que nous, c'est-à-dire à lire, à écrire et à comprendre ce que nous avons lu, toutes choses qui nous manquent encore. On discute pour savoir si c'est là de la culture prolétarienne ou bourgeoise, je laisse la question indécise. Une chose

est sûre : nous devons d'abord apprendre à lire et à écrire et à comprendre ce que nous avons lu. Les étrangers n'ont plus besoin de cela, ils ont besoin de quelque chose de plus élevé : comprendre ce que nous avons écrit sur la structure des Partis Communistes et qu'ils ont lu et signé sans l'avoir compris. Voilà leur grande tâche. Il faut appliquer cette résolution. On n'y arrivera pas du jour au lendemain, c'est absolument impossible, elle est trop russe, elle reflète trop l'expérience russe. C'est pourquoi les étrangers ne l'ont pas comprise. Mais ils ne peuvent pas se contenter de la suspendre au mur comme une icône et de l'adorer. Ils n'obtiendront rien ainsi. Ils doivent s'assimiler un bon morceau de l'expérience russe. Comment cela se fera-t-il ? Je ne sais. Peut-être les fascistes, par exemple, en Italie nous rendront-ils de bons services en expliquant aux Italiens qu'ils ne sont pas aussi instruits qu'on le croirait et que les bandes noires ne sont pas encore impossibles dans leur pays. Peut-être cela sera-t-il très utile. Nous, Russes, nous devons aussi chercher des moyens d'expliquer aux étrangers la réalité de cette résolution, car autrement ils ne seront pas en mesure de l'appliquer.

Nous devons dire, non seulement pour les Russes, mais aussi pour les étrangers, que l'essentiel dans la période qui commence, c'est d'apprendre. Nous apprenons dans le sens général du mot ; eux ils doivent apprendre dans le sens spécial : à comprendre l'organisation, la structure, la méthode, le contenu de l'action révolutionnaire. S'ils le font, je suis persuadé que les perspectives de Révolution mondiale seront, non seulement bonnes, mais excellentes. (*Vifs applaudissements et cris : Vive Lénine !*)

Pour les "Cahiers Communistes"

Cazaubon (Hautes-Pyrénées), 35 fr. ; Monty, Essonnes, 15 fr. ; T..., Jeunesses Communistes chinoises, 5 fr. ; Duval, Chartres, 11 fr. ; Couergont, 20 fr. ; Camarades de Saint-Nazaire, 14 fr. 50 ; Georgette Stieglitz, 10 fr. ; Davenas, Villeurbanne, 5 fr. ; Le Bail (Morbihan), 3 fr. ; Pradines (Saône-et-Loire), 5 fr. ; Louis Bordin (Cher), 20 fr. ; Delahaye, Rouen, 15 fr. ; Combarmond (Gard), 10 fr. ; Orlianges, Raymond et Gabrielle et 5 camarades, 30 fr. ; Camarades parisiens, 20 fr. — Total ; 218 fr. 50. — Listes précédentes : 2.989 fr. 05. — Total général : 3.207 fr. 55.

Les Cahiers Communistes cessent leur parution, la Gauche reprenant le Bulletin Communiste, conformément aux décisions du 4^e Congrès mondial.

La Gauche ayant encore des dettes à payer (imprimeur, tracts, fournitures diverses, etc.), la souscription est ouverte jusqu'au Conseil national.

Adresser les fonds à Albert Treint, 3, rue Carducci, Paris (10^e). Chèque postal 491-74, 1^{er} arrondissement C. G.

A partir de ce numéro notre camarade René Reynaud reprend ses fonctions de secrétaire de la rédaction, fonctions qu'il assumait depuis la fondation du Bulletin Communiste.

Politique Coopérative

Dans le numéro 91 (25 novembre 1922) de la *Correspondance Internationale*, on peut lire, sous la signature de Karl Bittel, un aperçu vigoureux et synthétique de la politique poursuivie par la *Fédération Internationale des Coopératives* depuis sa fondation (1895) jusqu'à son dernier Congrès de Bâle (1921).

De tout temps, cette Fédération Internationale, qui groupe actuellement 25 millions d'adhérents, fut dirigée contre le mouvement socialiste international. Elle reste, plus que jamais, une des organisations destinées à écarter le prolétariat de la lutte des classes.

Bien mieux, malgré son principe, maintes fois renouvelé, de *neutralité politique*, elle est et ne veut être qu'une succursale de l'Internationale de Londres, une consœur de la F. S. I. d'Amsterdam et du Bureau International du Travail de Genève.

Toujours flottante et indécise, ajoute Karl Bittel, cette Internationale Coopérative est dans l'action d'une nullité remarquable. Elle se borne à une activité purement littéraire. Avec ses grands projets, toujours adoptés et jamais exécutés, elle piétine littéralement sur place. Cette situation est la conséquence naturelle de son éloignement total de relations avec les masses ouvrières de tous les pays. La plupart de ses millions d'adhérents ne sont pas même composés de coopérateurs : il s'agit simplement de clients et d'acheteurs.

La F. I. C. se trouve en présence du même problème que les Fédérations Nationales : les masses ouvrières parviendront-elles à s'emparer de la direction du mouvement et substitueront-elles à la « POLITIQUE D'AFFAIRES », aujourd'hui pratiquée, une politique d'économie prolétarienne et de lutte de classes ?

Toute la question est là, en effet. Oui, la coopération ouvrière et paysanne a été accaparée par une nuée de politiciens et d'hommes d'affaires, à la faveur de la guerre mondiale. La coopération, entre les mains de ses dirigeants petits-bourgeois est devenue un instrument puissant de reconstruction de la société capitaliste en décomposition. Là est le crime envers la classe ouvrière, car la coopération est d'essence foncièrement prolétarienne, au même titre que le syndicalisme.

Jaurès, dès le premier Congrès national de la Coopération socialiste en 1900, avait compris d'emblée l'importance de ce mouvement économique au service de la classe ouvrière. Et il ne séparait pas le syndicalisme de la coopération. Son opinion était que le syndicalisme groupait les salariés de toutes corporations dans une vaste unité où ils prennent conscience de leur force immédiate et de leur force d'avenir. Quant à la coopération, elle représentait, à ses yeux, l'autre force immense, mais trop longtemps diffuse et stérilisée, des consommateurs.

On peut dire aujourd'hui, à coup sûr, que le complément du syndicalisme est la coopération. Par ses origines et son histoire, la coopération appartient essentiellement au monde ouvrier. En plein capitalisme, elle protège les travailleurs dans leurs moyens de subsistance contre l'avidité sans scrupule d'intermédiaires onéreux. Ensuite, étant prolétarienne, elle doit porter atteinte au capitalisme, l'affaiblir, l'anémier, en restant irréductiblement un moyen puissant de lutte de classes.

Par cela, la coopération ressemble étrangement au syndicalisme : lutte contre le patronat exploiteur, lutte contre l'Etat bourgeois, suppression du capitalisme !

Comme le syndicalisme, c'est dans l'action journalière que s'est développée la coopération. La force du syndicalisme s'affirme dans ses *centrales*, comme la force de la coopération s'affirme dans ses *fédérations nationales*.

Outre le nombre de ses adhérents, la coopération possède un patrimoine ouvrier d'une importance considérable : capitaux, meubles et immeubles, instruments de production et d'échange, marchandises stockées, etc..

Et c'est ce patrimoine, accumulé sou à sou, pierre à pierre, qu'il importe de ravir aux conservateurs sociaux qui se sont glissés dans la coopération à la faveur de la guerre maudite, pour faire servir ce mouvement ouvrier à la consolidation du régime bourgeois.

Jadis, la coopération en France était dirigée par les éléments socialistes et syndicalistes. Le syndicalisme, dans sa lutte contre le patronat, trouvait dans la coopération une aide matérielle efficace.

Aujourd'hui, ses dirigeants sont antisocialistes, antisyndicalistes et anticoopérateurs. Ils prolongent l'*Union sacrée*, marchent la main dans la main avec le gouvernement de la bourgeoisie. Ils aident ce dernier de leur avis dans le Conseil supérieur de la Coopération ; ils s'attablent avec les pires bourgeois dans les conseils d'administration de firmes d'alimentation capitalistes, *concurrentes de la coopération* ; ils opèrent des coupes sombres contre les ouvriers et employés communistes et syndicalistes révolutionnaires.

Les dirigeants, enfin, ont demandé, en 1921, main-forte aux universitaires bourgeois et petits-bourgeois contre la tentative de prise du pouvoir politique et économique par la classe ouvrière et l'instauration de la dictature prolétarienne.

Il ne reste donc plus à la coopération qu'une façade menteuse de socialisme ouvrier.

Les dirigeants de la coopération, pendant et après la guerre, se sont laissé corrompre par la bourgeoisie. Aussi la coopération est-elle devenue

docile, tout comme le syndicalisme de la rue Lafayette.

Or, la coopération ouvrière et paysanne a un passé pur, une histoire douloureuse forgée par les grèves, les lock-outs, la vie chère, le mercantilisme.

La maison appartient à la classe ouvrière et non à ses ennemis. Politiquement et syndicalement, elle a procédé à un redressement et à un assainissement de ses organes de combat. Il importe qu'à cet égard un travail identique soit opéré dans la coopération. *Le Comité des Coopérateurs communistes* s'est voué à cette tâche ardue, absolument nécessaire.

D'autre part, syndicalistes et communistes ne peuvent rester sourds et indifférents à l'appel de la III^e Internationale.

En ce qui concerne les communistes, les Congrès de Marseille et de Paris leur ont défini clairement leur attitude dans la coopération :

Le P. C. ne considère la coopération que comme un moyen puissant de lutte de classes ; il dénonce par conséquent l'illusion de la coopération se suffisant à elle-même et suffisant à tout ; il dévoile le mensonge de la neutralité politique des coopératistes et invite ses membres à entrer dans les coopératives pour les conquérir à l'esprit communiste. Ils agiront de telle sorte que les conseils

d'administration et de contrôle soient composés exclusivement d'éléments salariés, répudiant toute collaboration de classes gouvernementales et capitalistes, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des sociétés.

Pour ce qui est des syndicalistes, ils se rappelleront que la III^e Internationale dénonce que, sauf pour la Russie et la Bulgarie, la coopération se trouve entre les mains des éléments opportunistes, dissidents et social-traitres.

Avec leur tactique de collaboration avec la bourgeoisie, ils assombrissent l'esprit des ouvriers coopérateurs, ils affaiblissent la signification de la coopération dans la lutte du prolétariat, en l'employant comme une arme contre le prolétariat même.

Il importe de les démasquer, il importe de les priver de la confiance des masses, il importe de leur arracher l'appareil de la coopération, pour que celui-ci participe activement au mouvement révolutionnaire du prolétariat.

En un mot, dès aujourd'hui, syndicalistes, communistes, ouvriers coopérateurs, doivent former un *front unique* contre les social-traitres qui dirigent provisoirement les destinées de la coopération.

Louis JEGOU.

CLARTÉ

commémore la Révolution bolchevique

CLARTÉ a publié, pour la première fois en France, des documents absolument inédits sur les fameuses journées révolutionnaires d'octobre 1917, à Petrograd et à Moscou.

C'est la Révolution Proletarienne racontée par ceux-là mêmes qui l'ont faite.

Leaders du Parti Bolchevik, aussi bien que les ouvriers et les soldats qui se battirent dans la rue, y racontent à leurs frères de France quelles furent leurs luttes, leurs joies, leurs souffrances et comment sont morts les héros de la Première Révolution Proletarienne.

Chaque militant, chaque révolutionnaire a pour devoir de lire ces récits passionnants et vivants de l'Idéalisme le plus pur.

ONT COLLABORÉ A CE NUMÉRO:

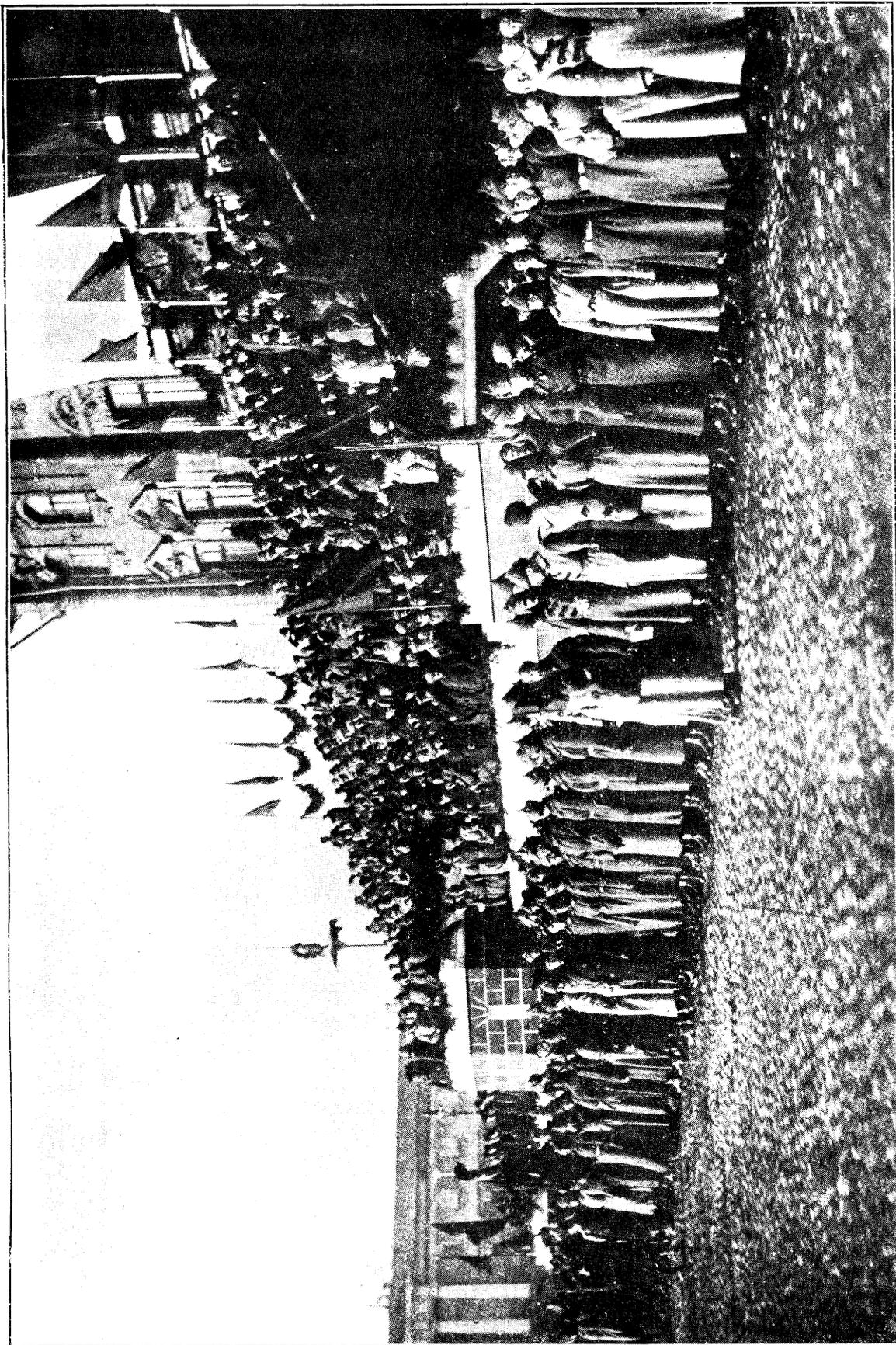
W. I. LENINE et sa vaillante compagne Kroupskaïa ; l'écrivain Mstislavsky ; l'ouvrier Zorine ; le soldat Dresen ; V. Soloviev ; A. Arossev ; une dactylographe du 1^{er} Soviet Ouvrier de Moscou, P. Vinogradskaïa ; le poète André Biély, et des Français, acteurs et participants de cette première Révolution : Victor Serge, Pierre Pascal, Jacques Sadoul, Parijanine.

Tous ces récits sont illustrés par des dessins et des bois gravés d'artistes russes : Feder, Barthe, Zadkine, Lebedeff, Aktmann, Chana Orloff, etc...

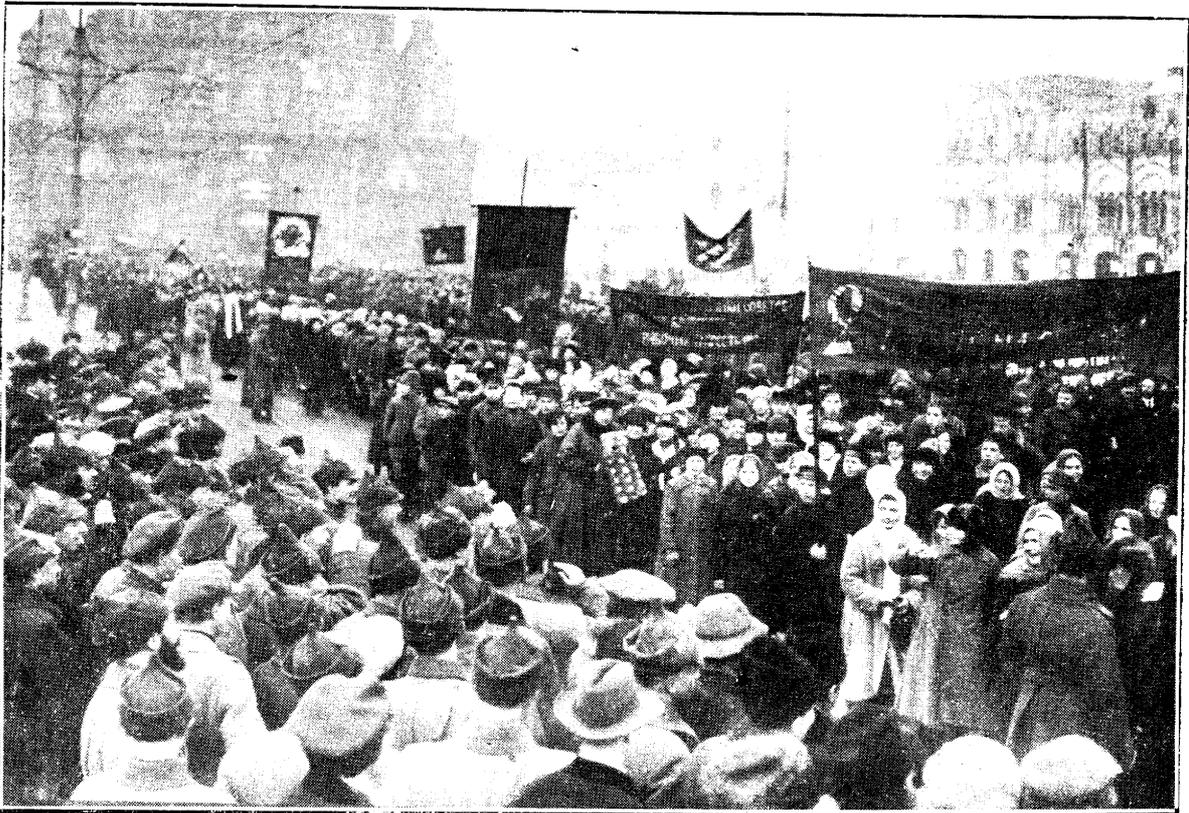
Ce numéro sensationnel paraît sur 36 pages et sous une couverture illustrée recto et verso par Feder et par Barthe. Il constitue une Anthologie unique et absolument complète de la Première Révolution Proletarienne.

IL FAUT L'ACHETER ET LE RÉPANDRE !

En vente partout 2 fr. 50 ; par 10 exemplaires : franco : 17 fr. 50



A PÉTROGRAD. — Pendant la Revue du 5 novembre



A MOSCOU. — La manifestation du 7 novembre ; un groupe de femmes communistes

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je soussigné ⁽¹⁾

demeurant à ⁽²⁾

déclare souscrire un abonnement de ⁽³⁾ au Bulletin Communiste.

Ci-joint la somme de francs ⁽⁴⁾.

Signature :

⁽¹⁾ Noms et prénoms.

⁽²⁾ Adresse.

⁽³⁾ 3 mois, 6 mois, 1 an.

⁽⁴⁾ Prix de l'abonnement : 3 mois, 7 fr. ; 6 mois, 13 fr. ; 1 an, 26fr.



TRAVAIL EXÉCUTÉ
PAR DES OUVRIERS SYNDIQUÉS

Le Gérant : VANDEPUTTE.

IMPRIMERIE FRANÇAISE, Maison J. DANGON
123, rue Montmartre, 123, Paris (2^e)
Georges Dangon, imprimeur.